

2 octobre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-suédoises et sur l'Union européenne, à Paris le 2 octobre 2012.

LE PRESIDENT -- Mesdames, Messieurs, j'ai été très heureux de recevoir pour la première fois, ici, M. REINFELDT, Premier ministre suédois. Nous avons eu l'occasion d'évoquer ensemble les sujets de la zone euro et de l'Europe, lors de deux Conseils européens. Mais aujourd'hui, c'était l'occasion d'évoquer aussi les relations entre nos deux pays.

Sur l'Europe, nous sommes conscients que nous devons donner plus de place à la croissance, dès lors que le sérieux budgétaire a été confirmé. La Suède a montré l'exemple, ce qui lui permet, désormais, de soutenir l'activité économique à travers un plan d'investissements. Je crois que c'est un très bel exemple de ce que l'Europe doit faire : à la fois mettre de l'ordre dans les comptes de chaque pays et, en même temps, être capable de soutenir l'activité économique et la croissance.

Nous avons parlé du prochain Conseil européen et notamment de la perspective d'union bancaire. Nous avons le souci de faire que les pays qui ne sont pas membres de la zone euro -- c'est le cas de la Suède -- puissent intégrer ce processus tout en respectant un certain nombre de principes et de règles.

Nous avons également parlé des perspectives financières de l'Europe. Nous avons la volonté, là encore, d'avoir un budget qui corresponde aux besoins mais qui permette aussi de maîtriser la dépense et de faire en sorte qu'elle puisse être la plus efficace possible.

Enfin, quant à la relation entre nos deux pays, j'aurai grand plaisir à inviter le Roi de Suède à effectuer une visite en France. Pour ce qui concerne nos échanges économiques, ils sont nombreux car il y a beaucoup d'entreprises suédoises installées en France et il y a également bon nombre d'entreprises françaises qui investissent en Suède. Je crois que nous pouvons encore faire davantage. Il y a un domaine dans lequel nous sommes très liés, c'est celui de l'énergie, aussi bien l'énergie renouvelable, que l'énergie nucléaire où nous pouvons encore améliorer notre coopération.

Pour terminer, la Suède reste toujours pour les Français un modèle d'innovation quels que soient les gouvernements qui sont à la tête de ce pays. Parmi ces innovations, je note une politique familiale qui permet l'accueil des jeunes enfants, ce que nous voulons faire aussi ici, et le contrat de génération qui a été déjà engagé en Suède avant qu'il ne le soit en France.

Merci.

QUESTION -- Le premier Ministre Suédois vous a-t-il fait part de ses réserves au sujet du projet d'union bancaire ?

LE PRESIDENT -- Je pense que le Premier ministre suédois veut avoir des garanties. Il ne veut pas, et pas plus que nous, que les citoyens de nos pays soient amenés à participer à des renflouements de banques dont ils ne seraient pas responsables. Donc nous devons avoir des règles bien précises, des garanties qui doivent être apportées. Les pays de la zone euro ont une responsabilité particulière parce qu'ils sont dans le même ensemble. La Suède peut avoir une attitude qui peut être plus distante, dans un premier temps, pour ensuite nous rejoindre dans un second temps. Voilà ce que j'ai plaidé auprès du Premier ministre suédois, de façon à ce que nous puissions commencer ce processus au prochain Conseil européen mais surtout le confirmer dès la fin de l'année.

QUESTION -- Etes- vous favorable à un projet d'union bancaire ?

LE PRESIDENT -- Oui, mais elle doit commencer parmi les pays de la zone euro. Je considère que nous avons, nous, une responsabilité particulière gérant une monnaie et ayant un espace commun. Nous devons avoir là des garanties en matière de supervision avec la Banque centrale, comme élément peut être, pour les Européens, un modèle ou une référence mais d'abord être pour la zone euro une étape nécessaire.

QUESTION -- La France est-elle prête à faire des concessions sur le budget de la politique agricole commune pour le prochain budget européen ?

LE PRESIDENT -- La France est très attachée à la politique agricole commune. Elle considère que c'est un acquis de la construction européenne et donc, elle sera vigilante pour que, dans le cadre financier qui est prévu, la politique agricole commune soit préservée au niveau de son budget.